

Divers – 760

Généralités – 761

Office Franco-québécois : limite d'âge (1975)

D'abolir la limite d'âge pour les participants aux échanges Franco-Québécois.

Immigrants : centre d'information et de référence (1979)

Que le ministère de l'Immigration mette sur pied un centre d'information et de référence multilingue accessible 24 heures par jour et 7 jours par semaine ou qu'il accorde des subventions aux associations d'immigrants qui fournissent ce type de service.

(Issue de rapport « Pour les Québécoises : égalité et indépendance », 1978.

Immigrants : demande de résidence permanente (1979)

Que le gouvernement du Québec, dans l'application de l'entente fédérale provinciale Couture-Cullen (1978), lors d'une demande de résidence permanente faite par un couple, tienne compte des possibilités d'emploi des deux conjoints et non seulement de celles du chef de famille. Par ailleurs, dans les cas où il n'y a pas de possibilité d'emploi pour l'un des deux conjoints, on devrait maintenir la possibilité pour ce conjoint de faire une demande d'immigration à titre de conjoint au foyer, sans distinction de sexe.

(Issue du rapport « Pour les Québécoises : égalité et indépendance », 1978.

Corps de police pour petites municipalités (1984)

Nous demandons que le gouvernement du Québec assouplisse les normes en vigueur présentement pour permettre à une municipalité de 5 000 habitants et moins de se doter et de maintenir un corps de police municipal, seule ou par une entente inter municipale.

Organismes à but non lucratif : directive administrative du Mouvement Desjardins (2000)

Nous demandons à l'Afeas de protester contre la directive récemment adoptée par le Mouvement Desjardins visant à imposer des frais d'administration de 7\$ par mois aux organismes à but non lucratif dont le compte n'excède pas 2 000\$.

Logement: loi C 304 (2010)

Nous demandons à la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, ministre de la Condition féminine, et à ses vis-à-vis parlementaires de l'opposition, de mobiliser tous les députés de la Chambre des communes, dans un esprit non partisan, afin d'adopter le projet de loi C-304 sur le droit fondamental au logement.

Divers – 760

Logement: prix abordable (2010)

Nous demandons à la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, ministre de la Condition féminine de motiver, par le projet de Loi sur l'habitation, les ministres provinciaux responsables des Affaires municipales et de l'habitation et les responsables des municipalités à développer en nombre suffisant des logements et habitations à prix abordable, universellement accessibles, sécuritaires et éco énergétiques.

Logement: Code de la construction du Québec (2010)

Nous demandons au ministre du Travail, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, de rendre l'accessibilité universelle obligatoire par voie d'une modification du Code de la construction du Québec, pour toute construction nouvelle d'un lieu d'habitation résidentielle, unifamiliale ou à logements.

Logement: HLM (2010)

Nous demandons au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, par l'entremise de la Société d'habitation du Québec, de faire construire des logements sociaux et coopératifs subventionnés.

Habitation à logements multiple : fumée secondaire (2012)

Nous demandons à la ministre du travail d'instaurer pour les édifices neufs à 2 logements ou plus, une nouvelle norme de construction qui empêche le déplacement de la fumée secondaire de tabac, d'une unité à l'autre.